



**IMPORTANT**

**Vous devez signer votre requête. Elle doit aussi contenir les renseignements demandés ci-dessous, être accompagnée de certains documents et, le cas échéant, du paiement des frais.**

La forme masculine utilisée dans le présent formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes.


| 1 Identification du requérant  |   | (SVP nous aviser de tout changement) |
|--|---|--------------------------------------|
| Personne   | Entreprise  |                                      |
| <p>M. <input type="checkbox"/> M<sup>me</sup> <input type="checkbox"/></p> <p>Nom (en lettres moulées) _____ Prénom (en lettres moulées) _____</p> <p>Adresse<br/>           Numéro _____ Rue ou avenue _____ Appartement _____<br/>           Municipalité _____ Province _____ Code postal _____</p> <p>Téléphone<br/>           Ind. rég. _____ Résidence<br/>           Ind. rég. _____ Bureau<br/>           Ind. rég. _____ Poste _____ Ind. rég. _____ Résidence</p> <p>Télécopieur<br/>           Ind. rég. _____</p> <p>Adresse électronique<br/>           _____</p>   | <p>Bloom Lake General Partner Limited<br/> <small>Nom de l'entreprise (en lettres moulées)</small></p> <p>M. <input type="checkbox"/> M<sup>me</sup> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Torkia Lagacé<br/> <small>Nom de l'interlocuteur (en lettres moulées)</small> Prénom (en lettres moulées) <b>Annie</b></p> <p>Adresse<br/>           1155 rue Université<br/> <small>Rue ou avenue</small> Numéro _____ Appartement _____</p> <p>508<br/> <small>Code postal</small></p> <p>Montréal<br/> <small>Municipalité</small> Qc. _____ Province _____</p> <p>H3B 3A7<br/> <small>Code postal</small></p> <p>Téléphone<br/>           514 954-6544<br/> <small>Ind. rég. Bureau</small> Poste _____ Ind. rég. _____ Résidence</p> <p>Télécopieur<br/>           514 393-9041<br/> <small>Ind. rég.</small></p> <p>Adresse électronique<br/>           Annie.TorkiaLagace@cliffsnr.com</p> |                                      |
| <p><b>2<sup>e</sup> requérant (s'il y a lieu). Veuillez annexer une feuille avec vos coordonnées.</b></p>  |   |                                      |
| <b>Avocat ou autre représentant (s'il y a lieu)</b>  |   |                                      |
| <p><input type="checkbox"/> Avocat _____ Prénom _____</p> <p><input type="checkbox"/> Si autre représentant (voir verso)<br/> <small>Nom de la personne ou du bureau (en lettres moulées)</small></p> <p>Adresse<br/>           Numéro _____ Rue ou avenue _____ App. _____<br/>           Municipalité _____ Province _____ Code postal _____</p> <p>Téléphone<br/>           Ind. rég. _____ Poste _____ Ind. rég. _____ Résidence</p> <p>Télécopieur<br/>           Ind. rég. _____</p>   |   |                                      |
| 2 Présentation du recours  |   |                                      |
| <p><b>ANNEXEZ UNE COPIE DE LA DÉCISION REÇUE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC QUE VOUS CONTESTEZ (OU DES DOCUMENTS SE RAPPORTANT À L'ÉVÉNEMENT).</b><br/> <small>En matière de fiscalité municipale, annexez également une copie de votre demande de révision et, le cas échéant, de la réponse de l'évaluateur.</small></p> <p>Indiquez le nom du ministère ou de l'organisme public dont vous contestez la décision ou qui est responsable de l'événement.<br/>           Ville de Fermont - 97035</p> <p>Numéro de dossier à ce ministère ou à cet organisme (s'il y a lieu) 2013-15</p> <p>Date de la décision ou de l'événement 2013 Année 12 Mois 31 Jour</p> |   |                                      |





**IMPORTANT**

**Vous devez signer votre requête. Elle doit aussi contenir les renseignements demandés ci-dessous, être accompagnée de certains documents et, le cas échéant, du paiement des frais.**

La forme masculine utilisée dans le présent formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes.

|  |   |
|--|---|
| <b>3</b> <b>Objet et motifs</b><br>Expliquez sommairement les motifs de votre recours et les conclusions recherchées (si l'espace est insuffisant, annexe une feuille).<br><br>Motifs invoqués: voir annexe.<br><br>Conclusions recherchées: 105 000 000 \$. |   |
| <b>4</b> <b>Signature du requérant (ou de son avocat ou son représentant)</b>  |   |
| Signé à <u>MONTREAL</u>  | <input checked="" type="checkbox"/> Secrétaire du Tribunal administratif du Québec<br>Municipalité <u>MONTREAL</u>  |
| Le <u>20</u>   <u>02</u>   <u>2014</u><br>Jour   Mois   Année  | <input type="checkbox"/> Greffe de la Division des petites créances<br>Date du dépôt de la requête <u>20</u>   <u>02</u>   <u>2014</u><br>Jour   Mois   Année |
| <br>Signature  | Numéro de reçu <u>21093</u><br>Date du paiement <u>20</u>   <u>02</u>   <u>2014</u><br>Jour   Mois   Année  |
| Signature (2° requérant, s'il y a lieu)  | Frais \$ <u>1000,-</u><br>Date du paiement _____<br>Année _____ Mois _____ Jour _____   |
| <b>5</b> <b>Espace réservé à l'administration</b>  |   |
| Pour rectification par l'administration, le cas échéant  |   |

|  |  |
|--|--|
| <b>6</b> <b>Mode de paiement des frais (s'il y a lieu)</b>   |  |
| A <input type="checkbox"/> Argent comptant   | } Au comptoir seulement                      |
| B <input type="checkbox"/> Carte de débit  |  |
| C <input type="checkbox"/> Chèque  | } Au nom du Tribunal administratif du Québec |
| D <input type="checkbox"/> Mandat-poste  |  |
| E <input type="checkbox"/> Carte de crédit   | Numéro _____                                 |
| <input type="checkbox"/>  | Date d'expiration _____<br>Année _____       |
| <input type="checkbox"/>  |  |
| Signature obligatoire du détenteur de la carte de crédit   |  |

## ANNEXE À UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D'UN RECOURS

Municipalité : Fermont  
Adresse de l'unité d'évaluation : Lac Bloom  
Matricule : 1657-14-8757-4-000-0000  
Rôle triennal visé : 2013-2014-2015

### La valeur de la propriété

La requérante vise à obtenir que la valeur réelle inscrite au rôle foncier à l'égard de l'unité d'évaluation soit établie et traitée correctement en vertu des dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* (LFM) et/ou toutes lois et/ou règlements applicables. Cette valeur, selon la requérante, à la présente étape de son étude et sous réserve d'études ultérieures, est celle indiquée à la face même de la demande, sous réserve toutefois d'être précisée ultérieurement par la requérante. De plus, la requérante vise à faire exclure de l'unité d'évaluation tout bien non évaluable ou devant être exempté au sens de la loi et/ou règlements.

La présente demande ne doit en aucun cas être considérée comme une demande permettant l'ajout d'immeubles de quelque nature que ce soit à l'unité d'évaluation de la requérante, telle qu'inscrite par l'évaluateur municipal, ni une demande de recalculer le coût neuf des bâtiments sur une base différente de celle utilisée par l'évaluateur municipal lors du dépôt du rôle.

### Autre inscription

Mise au rôle d'éléments devant être exclus ne rendant aucun service aux bâtiments et/ou selon l'article 65 LFM, y compris les systèmes mécaniques et électriques utilisés ou destinés principalement à des fins de production industrielle, le cas échéant, incluant ceux répondant au nouveau libellé de la Loi. Les machines, appareils et leurs accessoires utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution devront ainsi être exclus.

### Motifs invoqués

L'inscription au rôle est erronée en faits et en droit.

La valeur inscrite est contraire aux exigences de la loi et/ou règlements et dépasse substantiellement la valeur qui devrait apparaître au rôle.

La valeur portée au rôle ne correspond pas aux exigences spécifiées à la Loi sur la fiscalité municipale et/ou toutes lois et/ou règlements applicables.

Le terrain est surévalué eut égard à sa superficie, sa configuration, ses problématiques particulières et aux conditions du marché.

Plusieurs immeubles ont été portés au rôle alors que l'article 65 LFM exige qu'ils en soient exclus comme équipement de production, y compris les systèmes mécaniques et/ou électrique et/ou antipollution intégrés à ces immeubles, ou qu'ils ne sont pas des immeubles au sens de la législation applicable ou qu'ils ne rendent aucun service aux bâtiments. De plus, la partie de l'éclairage et/ou du chauffage et/ou de la ventilation et/ou de la climatisation et/ou de l'alimentation et/ou de l'évacuation en eau normalement nécessaire au maintien en bon état du bâtiment et à son occupation par des personnes a été indûment portée au rôle d'évaluation.

Le coût de remplacement ou de reproduction neuf et déprécié des bâtiments, dépendances, annexes, améliorations d'emplacement et équipements a été estimé incorrectement.

Certains bâtiments souffrent de détérioration physique.

Certains bâtiments souffrent de désuétude fonctionnelle importante.

La dépréciation globale appliquée à l'ensemble ne reflète pas toutes les causes de dépréciation non plus qu'une vie économique et/ou une valeur résiduaire réaliste à la fin de la vie économique.

La valeur déposée ne reflète pas la réalité de la propriété et du marché immobilier à la date de référence, telles les données paritaires du marché ainsi que les loyers, dépenses, vacances, incitations, mauvaises créances, taux d'actualisation et tout autre sujet visé par les méthodes du revenu et de comparaison.

L'unité d'évaluation souffre d'une désuétude externe de marché provenant de la désirabilité et/ou des conditions défavorables de l'unité d'évaluation.

La présente demande vise aussi à être relevée de tout défaut relatif au dépôt de la présente demande de révision.



TRIBUNAL  
ADMINISTRATIF  
du Québec

REÇU À MONTRÉAL  
01 MAI 2015  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DU QUÉBEC

REQUÊTE INTRODUCTIVE  
D'UN RECOURS

IMPORTANT

Vous devez signer votre requête. Elle doit aussi contenir les renseignements demandés ci-dessous, être accompagnée de certains documents et, le cas échéant, du paiement des frais.

La forme masculine utilisée dans le présent formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes.

|   |  |   |   |
|---|--|---|---|
| <b>1</b> Identification du requérant<br>Personne  |  | (SVP nous aviser de tout changement)<br>Entreprise                  |   |
| <input type="checkbox"/> M<br><input type="checkbox"/> F  | Nom (en lettres majuscules)<br>Bloom Lako General Partner Ltd<br><small>(Nom de l'entreprise (en lettres majuscules))</small>  | <input type="checkbox"/> M<br><input checked="" type="checkbox"/> F | Nom de l'individu (en lettres majuscules)<br>Smith Clifford<br><small>(Nom (en lettres majuscules))</small> |
| Adresse<br>Numéro<br>200 Public Square<br><small>(Rue ou avenue)</small>  | Ville<br>Cleveland, Ohio, USA, 4414-2544<br><small>(Municipalité)</small>  | Code postal<br>3100<br><small>(Appartenance)</small>                |   |
| Téléphone<br>Inst. rég.<br>216 694-5700   | Poste<br>216 694-5385  | Inst. rég.<br>216 694-5385  | Inst. rég.<br>216 694-5385  |
| Adresse électronique<br>clifford.smith@cliffsnr.com   |  |   |   |
| <b>2<sup>e</sup></b> requérant (s'il y a lieu). Veuillez annexer une feuille avec vos coordonnées.  |  |   |   |
| Avocat ou autre représentant (s'il y a lieu)  |  |   |   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Avocat<br><input type="checkbox"/> Si autre représentant (voir verso)   | Joli-Coeur Lacasse, avocats r/s Me Louis St-Martin<br><small>(Nom de la personne ou du bureau (en lettres majuscules))</small> |   |   |
| Adresse<br>Numéro<br>2001, ave McGill College<br>Montréal   | Ville<br>Qc  | Code postal<br>H3A 1G1  | Téléphone<br>514 871-2800<br>Télécopieur<br>514 871-3933  |
| App.<br>900   | Inst. rég.<br>514 871-2800   | Inst. rég.<br>514 871-2800  | Inst. rég.<br>4257  |
| <b>2</b> Présentation du recours  |  |   |   |
| <b>ANNEXEZ UNE COPIE DE LA DÉCISION REÇUE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC QUE VOUS CONTESTEZ (OU DES DOCUMENTS SE RAPPORTANT À L'ÉVÈNEMENT).</b><br>En matière de fiscalité municipale, annexez également une copie de votre demande de révision et, le cas échéant, de la réponse de l'évaluateur. |  |   |   |
| Indiquez le nom du ministère ou de l'organisme public dont vous contestez la décision ou qui est responsable de l'évènement.  |  |   |   |
| Ville de Fermeont   |  |   |   |
| Numéro de dossier à ce ministère<br>ou à cet organisme (s'il y a lieu)  |  | Date de la décision<br>ou de l'évènement                            |   |
| 1657-14-8757-4-000-000  |  | 2015 04 30<br><small>Année Mois Jour</small>                        |   |
| TAG (FORM 13)<br>CONSERVER UNE COPIE POUR VOS DOSSIERS  |  |   | 1 de 2  |



**TRIBUNAL  
ADMINISTRATIF**  
du Québec

**REQUÊTE INTRODUCTIVE  
D'UN RECOURS**

**IMPORTANT**

**Vous devez signer votre requête. Elle doit aussi contenir les renseignements demandés ci-dessous, être accompagnée de certains documents et, le cas échéant, du paiement des frais.**

La forme masculine utilisée dans le présent formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes.

|   |   |
|---|---|
| <b>3</b> <b>Objet et motifs</b><br>Expliquez brièvement les motifs de votre recours et les conclusions recherchées (si l'espace est insuffisant, annexe une feuille).<br><b>VOIR ANNEXE</b> |   |
| <b>4</b> <b>Signature du requérant (ou de son avocat ou son représentant)</b>   |   |
| Signé à <b>Montréal</b>   | <b>Espace réservé à l'administration</b><br><input checked="" type="checkbox"/> Secrétariat du Tribunal administratif du Québec<br><input type="checkbox"/> Greffe de la Division des polices criminelles |
| Le <b>2015</b>   <b>05</b>   <b>01</b><br>Année   Mois   Jour   | Date du dépôt de la requête<br><b>2015</b>   <b>05</b>   <b>01</b><br>Année   Mois   Jour   |
| Municipalité <b>Montréal</b>  | Date du paiement<br><b>2015</b>   <b>05</b>   <b>01</b><br>Année   Mois   Jour  |
| Frais <b>1010,60 \$</b><br>Numéro de reçu <b>31809</b>  | Pour rectification par l'administration, le cas échéant<br>Date du paiement<br>Année   Mois   Jour  |
| Signature <b>Me Louis St-Martin</b>   | Frais \$  |
| Signature (2 <sup>e</sup> requérant, s'il y a lieu)   | Année   Mois   Jour   |

|  |   |
|--|---|
| <b>5</b> <b>Mode de paiement des frais (s'il y a lieu)</b> |   |
| A <input type="checkbox"/> Argent comptant                 | E <input checked="" type="checkbox"/> Carte de crédit |
| B <input type="checkbox"/> Carte de débit                  | Numéro  |
| C <input type="checkbox"/> Chèque                          | Date d'expiration                                     |
| D <input type="checkbox"/> Mandat-poste                    | Date d'expiration                                     |
| Au comptoir seulement                                      | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>     |
| Au nom du Tribunal administratif du Québec                 | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>     |
| Cocher votre carte de crédit dans la case appropriée >>    |   |
| Signature obligatoire du titulaire de la carte de crédit   |   |

**ANNEXE À LA REQUÊTE INTRODUCTIVE D'UN RECOURS**

Lac Bloom, Ville de Fcromont, province de Québec,  
Rôle foncier triennal 2013-2014-2015  
Matricule : 1657-14-8757-4-000-0000  
Certificat no F14-000342

**La valeur de la propriété**

La requérante vise à obtenir que la valeur réelle inscrite au rôle foncier à l'égard de l'unité d'évaluation soit établie et traitée correctement en vertu des dispositions de la LFM et/ou toutes lois et/ou règlements applicables. Cette valeur, selon la requérante, à la présente étape de son étude et sous réserve d'études ultérieures, est celle indiquée à la face même de la présente demande de révision, sous réserve toutefois d'être précisée ultérieurement par la requérante. De plus, la requérante vise à faire exclure de l'unité d'évaluation tout bien non évaluable ou devant être exempté au sens de la loi et/ou règlements.

La présente demande de révision ne doit en aucun cas être considérée comme une demande permettant l'ajout d'immeubles de quelque nature que ce soit à l'unité d'évaluation de la requérante, telle qu'inscrite par l'évaluateur municipal, ni une demande de recalculer le coût neuf des bâtiments sur une base différente de celle utilisée par l'évaluateur municipal lors du dépôt du rôle.

**Autre inscription**

Mise au rôle d'éléments devant être exclus ne rendant aucun service aux bâtiments et/ou selon l'article 65 LFM, y compris les systèmes mécaniques et électriques utilisés ou destinés principalement à des fins de production industrielle, le cas échéant, incluant ceux répondant au nouveau libellé de la Loi. Les machines, appareils et leurs accessoires utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution devront ainsi être exclus.

**Motifs invoqués**

L'inscription au rôle est erronée en faits et en droit.

La valeur inscrite est contraire aux exigences de la loi et/ou règlements et dépasse la valeur qui devrait apparaître au rôle.

La valeur portée au rôle ne correspond pas aux exigences spécifiées à la LFM et/ou toutes lois et/ou règlements applicables.

Le terrain est surévalué eut égard à sa superficie, sa configuration, ses problématiques particulières et aux conditions du marché.

Plusieurs immeubles ont été portés au rôle alors que l'article 65 LFM exige qu'ils en soient exclus comme équipement de production, y compris les systèmes mécaniques et/ou électrique et/ou antipollution intégrés à ces immeubles, ou qu'ils ne sont pas des immeubles au sens de la législation applicable ou qu'ils ne rendent aucun service aux bâtiments. De plus, la partie de l'éclairage et/ou du chauffage et/ou de la ventilation et/ou de la climatisation et/ou de l'alimentation et/ou de l'évacuation en eau normalement nécessaire au maintien en bon état du bâtiment et à son occupation par des personnes a été indûment portée au rôle d'évaluation.

Le coût de remplacement de reproduction neuf et déprécié des bâtiments, dépendances, annexes, améliorations d'emplacement et équipements a été estimé incorrectement.

Certains bâtiments souffrent de détérioration physique et/ de désuétude fonctionnelle importante.

La dépréciation globale appliquée à l'ensemble ne reflète pas toutes les causes de dépréciation non plus qu'une vie économique et/ou une valeur résiduaire réaliste à la fin de la vie économique.

La valeur déposée ne reflète pas la réalité de la propriété et du marché immobilier à la date de référence, telles les données paritaires du marché ainsi que les loyers, dépenses, vacances, incitations, mauvaises créances, taux d'actualisation et tout autre sujet visé par les méthodes du revenu et de comparaison.

L'unité d'évaluation souffre d'une désuétude externe de marché provenant de la désirabilité et/ou des conditions défavorables de l'unité d'évaluation.

La présente demande de révision vise aussi à modifier la date d'effet du certificat F14-000342 qui n'est pas conforme à la loi.

La requérante se réserve le droit d'invoquer tout autre motif à être déterminé par son expert et/ou son mandataire.